

10.06.2025 – 09:30 Uhr

Caritas déplore les inégalités massives dans l'accès à la formation continue / La formation ne doit pas être un privilège

Berne (ots) -

Les adultes aux revenus modestes se voient souvent refuser la possibilité de suivre une formation continue. C'est une inégalité choquante, car la formation joue un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté. Dans sa nouvelle prise de position, Caritas Suisse demande des mesures qui améliorent de manière ciblée les chances de formation des personnes disposant de moyens financiers limités.

Dans aucun autre pays européen, les chances en matière de formation ne sont aussi inégalement réparties qu'en Suisse. Les personnes à hauts revenus bénéficient plus de deux fois plus souvent d'une formation continue soutenue par leur employeur que les personnes à bas revenus. L'inégalité est encore plus grande selon le niveau de formation : parmi les adultes sans diplôme post-obligatoire, seuls 16,4 % participent à des formations continues, alors que 61,7 % des titulaires d'un diplôme universitaire, soit quatre fois plus, en suivent. C'est ce que montrent les chiffres de l'Office fédéral de la statistique.

" Nous ne le dirons jamais assez : La pauvreté n'est pas un échec individuel, mais un problème social. On le voit aussi dans le domaine de la formation ", a déclaré mardi Peter Lack, directeur de Caritas Suisse, lors d'une conférence de presse à Berne.

Dans sa nouvelle prise de position, Caritas montre comment la pauvreté bloque l'accès à la formation. Le temps et l'argent manquent pour suivre des cours ou des formations continues. Les offres de garde d'enfants coûteuses et les aides financières publiques insuffisantes rendent encore plus difficile la participation à des mesures de qualification. Avec des compétences de base lacunaires, il est en outre très difficile d'apprendre tout au long de la vie.

Les consultations sociales des Caritas régionales sont confrontées quotidiennement à cette problématique dans toute la Suisse. " Les consultations sociales des Caritas régionales ne peuvent corriger ces problèmes d'ordre structurel. Elles peuvent cependant apporter une aide sélective qui peut radicalement changer la situation de certaines personnes qui nous consultent ", déclare Pierre-Alain Praz, directeur de Caritas Vaud. Il souligne notamment que pour les personnes en situation de pauvreté, l'accès au numérique, mais surtout la maîtrise du numérique constitue un réel défi. C'est pourquoi Caritas propose dans différentes régions diverses offres dans le domaine des compétences de base et du soutien à l'intégration professionnelle.

Mais Caritas appelle aussi la politique et l'économie à agir. " La formation ne doit pas être un privilège. Les personnes en situation de pauvreté doivent avoir des chances équitables ", souligne Peter Lack. Il faut par exemple des bourses d'études suffisantes pour les personnes dont le budget est serré. Elles permettraient de couvrir non seulement les frais de cours proprement dits, mais aussi la perte de gain. Pour les parents, il faut des contributions pour la garde des enfants. Peter Lack appelle également les employeurs à agir pour que le fossé social ne se creuse pas davantage dans notre société : " Les entreprises ont une responsabilité sociale primordiale, celle de promouvoir la formation professionnelle initiale et continue, et ce pour toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs. "

Vous pouvez télécharger la prise de position " Améliorer les chances de formation pour réduire les risques de pauvreté " sous le lien suivant www.caritas.ch/prise-de-position-formation.

Contact:

Contact

Fabrice Boulé, responsable de la Communication pour la Suisse romande
medias@caritas.ch , tél. 041 419 23 36